

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Copie de candidat

La copie publiée ci-dessous est excellente. Certes non exhaustif, son contenu de neuf pages est particulièrement riche et dense, remarquablement adéquat au libellé du sujet (notion de défi, France et Français), et bien conduit.

L'augmentation de l'endettement public est mentionnée sans explication, sans corrélation avec l'évolution de la fiscalité (en distinguant les impôts des cotisations sociales) : une imperfection qu'on pardonnera volontiers au candidat.

«La France et les français face aux grands défis économiques et géopolitiques des trente dernières années.»

« Retard français », « Exception française »... Les formules ne manquent pas pour souligner la spécificité de la France dans le monde : son modèle, sa mentalité et ses paradoxes fascinent et se démarquent en effet du reste des pays. Mais le début des années 1980 marque un tournant dans l'économie mondiale avec la vague néolibérale partie des pays anglo-saxons : le phénomène de mondialisation s'accélère.

Comme interconnexion croissante des hommes et des lieux, avec la multiplication des flux qu'elle suppose, cette mondialisation exige des pays qui souhaitent s'y insérer qu'ils se conforment à un certain nombre de critères économiques et politiques désormais internationalisés. L'insertion de la France dans le système-monde nécessite ainsi des concessions de sa part.

Au cours des trente dernières années, le « modèle français » a donc connu de véritables transformations : modifications des normes économiques, mais aussi défis au sens belliqueux du terme (concurrence, affrontements, pressions) abondent.

Dans ce contexte, la France doit aussi savoir gérer des difficultés internes non négligeables sur le plan économique, social, politique : si elle est défiée par le reste du monde, elle l'est aussi en son sein.

Dès lors, on pourra se demander comment la France et sa population ont su s'adapter à la mondialisation et au nouvel environnement géopolitique mondial tout en tâchant de prendre en main ses défis internes.

Après avoir expliqué l'adaptation de la France à la nouvelle donne économique mondiale, nous étudierons son évolution géopolitique, pour enfin voir que malgré tous ses efforts, les défis à relever restent nombreux.

Malgré une insertion tardive de la France dans la libéralisation et donc dans la mondialisation, le pays a su s'adapter pour devenir un acteur économique qui compte.

En 1981, François Mitterrand est élu à l'élection présidentielle ; et son souhait est de faire revivre le modèle français tel qu'il s'est développé à son apogée, dans les années 1960. C'est ainsi qu'au moment où l'ensemble du monde industrialisé s'engage dans la vague thatchérienne de néolibéralisme, promettant l'ouverture, la déréglementation économique et le règne du marché, la France est à contre-courant. Elle procède en effet à de nombreuses nationalisations ou prises de participation dans le capital des entreprises, l'Etat est omniprésent et pratique la « dévaluation compétitive » qui ne fait que freiner l'insertion

mondiale de la France. Mais l'échec de cette politique est patent : dès 1982, le déficit commercial de la France atteint un niveau record, et les difficultés économiques s'accumulent prouvant l'incompatibilité du modèle économique français avec la mondialisation. Entre le maintien du modèle (fermeture et sortie du système monétaire européen) et la mondialisation, Mitterrand opte finalement pour la seconde solution avec le tournant radical de 1983 dans la politique économique. Le rôle de l'Etat est allégé, les privatisations s'enchaînent et prennent leur essor en 1986, le marché et la finance sont libéralisés : la France se conforme alors aux canons internationaux, et devient acteur de la mondialisation. Elle a essayé de défier les nouvelles exigences internationales mais n'a pu résister sans abandonner sinon complètement, du moins en grande partie, son modèle.

L'adaptation de la France à la nouvelle économie mondiale se traduit par différentes évolutions. D'abord, l'économie française et sa spécialisation changent de nature : elle devient une économie de services qui occupent une large majorité des actifs aujourd'hui. En témoigne d'ailleurs la diminution des emplois industriels qui n'occupent plus que 15% des actifs en 2009, pour plus du quart en 1980.

Ensuite, elle doit pouvoir répondre aux exigences de flexibilité et de compétitivité imposées par la mondialisation ; c'est pour cette raison que les entreprises françaises réfléchissent toujours plus à leurs lieux d'implantation, s'internationalisent et délocalisent selon le besoin. Ces firmes ne sont plus uniquement les «champions nationaux» auparavant tant vantés et défendus. La France développe également sur son territoire des «pôles de compétitivité» qui allient souvent technopôles (recherche, universités, entreprises) et projets d'Etat : le territoire français est donc modifié en vue de l'insertion mondiale et des défis qu'elle suppose.

Enfin, la France doit se conformer aux nouvelles normes économiques internationales. Au niveau mondial, les instances du Gatt puis de l'OMC à partir de 1994 sévissent contre les subventions publiques de la France à ses agriculteurs ainsi que contre les conditions commerciales favorables offertes à certains pays uniquement, au détriment de la clause de la nation la plus favorisée. Ce fut le cas lors de la «guerre de la banane» au cours de laquelle les producteurs de banane d'Amérique centrale portèrent plainte contre les conditions offertes par la France et l'Europe à certains pays d'Afrique dans le cadre des accords de Lomé : la France dut accepter de modifier ces conditions. Au niveau européen, les exigences concernent les déficits et l'inflation qui doivent être conservés dans les limites raisonnables (de l'ordre de 2% pour l'inflation). Ces efforts et cette indéniable adaptation ont donc permis à la France de devenir un véritable acteur de la mondialisation.

En effet, elle est un pays incontournable : c'est le deuxième investisseur mondial (investissements directs étrangers) et elle opère dans le monde entier. Ses firmes sont dynamiques et leur rôle mondial est évident comme pour les compagnies de distribution d'eau à l'instar de Veolia eau et Suez environnement aux premiers rangs mondiaux. De plus, le territoire français dispose d'avantages évidents par sa position d'isthme en Europe, et surtout par la présence de Paris qui rassemble puissance boursière et économique (sièges sociaux), mobilité mondiale (hubs aéroportuaires) et pouvoir politique. Ainsi, le tournant et la libéralisation de 1983 ont amorcé l'insertion de la France dans l'Economie mondiale, se détournant toujours plus du modèle de départ. Mais si la nouvelle donne est également géostratégique et politique ; il en est de même des efforts français.

L'affirmation de la France dans le contexte géopolitique mondial passe par une modification de ses zones d'influence et des domaines d'expression de celle-ci.

Dès le XIXe siècle, elle a été un acteur géopolitique essentiel, mais ses moyens d'affirmation, qui ont pourtant prévalu dans le premier XXe siècle ont ensuite connu une remise en cause radicale. La France a été une grande puissance coloniale et a toujours essayé de garder des relations privilégiées avec ses anciennes possessions. Mais dans le contexte actuel, ces relations se dégradent, réduisant l'influence de la France : elle est notamment défiée sur son terrain de prédilection par les nouvelles puissances comme la Chine qui multiplie les investissements et projets en Afrique, ancienne zone privilégiée par l'influence française, et d'autre part, la France se détourne elle-même de ses anciennes possessions, n'en faisant pas une destination privilégiée pour ses investissements. Pour autant, ses efforts face à ce monde anciennement sous tutelle ne sont pas à négliger : sommet France-Afrique à la Baule en 1990, relance par

Nicolas Sarkozy de l'Union pour la Méditerranée (UPM) avec notamment les anciennes colonies d'Afrique du Nord dans le cadre de l'Union Européenne en 2007. D'autre part la France a toujours été un modèle culturel dans le monde : la culture et l'histoire française attirent de nombreux touristes (1^{ère} destination touristique mondiale). Mais cette influence culturelle se voit défiée par l'«américanisation» du monde puis progresse selon certains au rythme de la mondialisation depuis les années 1980. La France semble donc devoir faire face à un amoindrissement de son rôle sur la scène internationale. Mais celui-ci n'est en fait qu'une réorientation de la puissance.

Depuis les années 1980, la mondialisation et certaines ruptures géopolitiques exigent une modification du comportement international de la France.

Au niveau européen d'abord, elle doit achever une construction débutée dans les années 1950 notamment à son initiative, car pour Fernand Braudel, la construction européenne est indispensable à l'insertion de la France dans le jeu des puissances. Elle va donc donner l'impulsion à de nombreux projets comme l'UPM ou le traité constitutionnel simplifié. Mais le rejet en 2005 du précédent projet de constitution européenne par référendum prouve la relative opposition des Français à une trop grande assimilation de l'exception française dans le creuset européen.

Au niveau mondial ensuite, le contexte géopolitique est mouvementé et exige que la France s'adapte, ce qu'elle a en grande partie fait. D'abord en s'interconnectant toujours plus à l'espace mondial dès les années 1980, abandonnant subventions et préférences pour les anciennes colonies. Mais c'est surtout avec les ruptures stratégiques de 1991 (chute de l'URSS) et 2001 (attentats du 11 septembre) que la France modifie son attitude géopolitique. Après la première rupture, l'hégémonie américaine sur le monde est incontestée, et même la France s'y conforme, contrairement à une France Gaullienne anti-hégémonique :

la France a réintégré l'OTAN sous Jacques Chirac et constitue un soutien majeur des actions géopolitiques américaines. Puis après le 11 septembre 2001, la France prend entièrement part à la lutte contre le terrorisme menée par les Etats-Unis. Elle n'hésite cependant pas à prendre position comme en 2003 contre la guerre en Irak : la France s'insère et s'adapte mais continue de s'affirmer comme un acteur spécifique. Plus récemment enfin, la France tente de prendre en considération les nouveaux enjeux écologiques mondiaux : en témoignent les accords du Grenelle de l'environnement de 2007 posant des objectifs précis, ou l'adhésion au protocole de Kyoto de 1999. Ainsi, elle fait face aux nouveaux défis du contexte géopolitique mondial à la fois en suivant, mais aussi en s'affirmant : présidence du G8 et du G20 pour 2010-2011. Cependant, l'exemple du combat écologique montre les limites de son adaptation : la France est toujours considérée comme un « mauvais élève » et ses rejets de gaz à effet de serre restent trop importants. L'adaptation de la France aux nouveaux défis mondiaux est donc loin d'être complète.

En dépit de ses efforts pour s'adapter aux nouvelles exigences mondiales, la France a encore de nombreux défis externes comme internes à prendre en main.

L'économie française reste en effet peu adaptée au contexte de la mondialisation. Elle a connu une forte augmentation de sa dette publique qui passe de 20,7% du PIB en 1980 à 77,6% en 2009, malgré les exigences européennes.

Mais sa plus grande faiblesse réside dans le manque de recherche/développement : la France investit globalement autant que les autres pays de l'OCDE mais sa recherche est inefficace et reste cantonnée à la recherche fondamentale contrairement à la recherche appliquée américaine. Ce retard dans la recherche est notamment lié au retard dans l'équipement technologique français : alors que le Japon et les dragons asiatiques disposent de la fibre optique, la France reste pour l'heure quasiment inéquipée. Ces retards et ces faiblesses ne sont pas sans peser sur la compétitivité française dans le monde. Les firmes françaises, à l'exception de quelques domaines précis, manquent de compétitivité et ont des coûts de production trop élevés.

Leur difficulté principale est due au poids de la fiscalité française qui grève ces coûts de production et diminue l'attractivité du territoire français. Ce manque de compétitivité français trouve également sa source dans la population française.

Les Français constituent en effet une main d'œuvre très productive mais dans la quantité de travail est largement au dessous de celle de leurs concurrents (ils travaillent un tiers de moins que les Américains) : temps hebdomadaires plus courts, congés réguliers... D' autre part, la société française reste une société de contestataire invoquant la notion de «droit acquis» devant chaque réforme susceptible de nuire à ses intérêts ou de modifier ses habitudes. En particulier dans le contexte de mondialisation ces dernières années, la contestation prend un nouvel essor avec les mouvements altermondialistes, la destruction de restaurants Mac Donald's ou de champs d'OGM. Ainsi, malgré l'effort des dirigeants Français pour faire du pays un acteur qui compte, les résistances internes restent fortes et parfois même virulentes. Mais ces contestations se font notamment dans un contexte d'accumulation des difficultés internes non résolues.

Les défis sociaux que la France doit prendre en compte sont d'abord majeurs : chômage, généralisation de l'emploi précaire (environ 12% de la population active en 2009), problème de financement des retraites, difficulté d'intégration des immigrés...

Les problèmes qui restent à résoudre ne manquent pas, et se sont vus aggravés avec la récente crise économique survenue en 2008 qui a fait chuter la consommation et accentué les difficultés des ménages.

Cette multiplication des défis sociaux s'explique notamment par l'insertion dans la mondialisation qui, remettant en cause l'intervention de l'Etat sur le plan économique, la modifie ainsi nécessairement sur le plan social : comment maintenir le modèle économique ? Enfin si les inégalités sociales croissent, c'est ainsi le cas des inégalités territoriales : malgré des efforts d'aménagement du territoire et de redistribution, l'agglomération parisienne domine toujours le réseau urbain français et concentre l'essentiel des fonctions à vocation mondiale. La France est donc déséquilibrée dans sa participation à la mondialisation. Il est donc clair que tous les défis posés par la nouvelle donne mondiale depuis les années 1980 n'ont pas encore été relevés, et les difficultés de la France et des Français sont bien réelles.

L'insertion de la France dans le système-monde a demandé de nombreuses concessions sur tous les plans : l'atténuation du modèle économique et social où l'Etat est quasi omnipotent s'accompagne d'un certain abandon de souveraineté dans les instances internationales. Mais cet abandon n'est qu'une manière de prendre un nouvel essor et de s'affirmer au mieux dans la mondialisation. La France doit cependant toujours faire face à de nombreux défis pour devenir un acteur incontournable : terminer la construction européenne, gagner en compétitivité, prendre en compte les difficultés de sa population ; mais surtout pour l'heure, régler la crise qui sévit depuis 2008.